

APPEL DE « GILETS JAUNES » DE L'EST PARISIEN

Nos gilets ne sont plus des tenues de sécurité routière ; ils sont devenus le signal du ralliement de la contestation globale de l'ordre en place. S'ils scintillent, ce n'est pas pour alerter les autorités sur une quelconque urgence ou détresse sociale. Nous ne les avons pas mis en réclamation de quelque chose au Pouvoir. Le jaune de nos gilets n'est pas celui coutumièrement accolé à la trahison par le mouvement ouvrier. La couleur de cet habit, c'est celle de la lave de colère que le volcan de la révolution sociale, en sommeil depuis trop longtemps, commence à recracher. Il n'est jaune que parce qu'il embrasse le rouge.

Sous cette appellation « gilets jaunes », un titan se réveille à peine, encore groggy par le coma dans lequel il fut plongé durant plus de quarante ans. Ce colosse ne sait plus comment il s'appelle, ne se souvient plus de son histoire glorieuse, ne connaît pas le monde où il ouvre les yeux. Pourtant, il découvre, à mesure qu'elle se réactive, l'ampleur de sa propre puissance. Des mots lui sont soufflés par de faux amis, geôliers de ses songes. Il les répète : « français », « peuple », « citoyen » ! Mais en les prononçant, les images qui reviennent confusément du fond de sa mémoire jettent un trouble. Ces mots se sont usés dans les caniveaux de la misère, sur les barricades, les champs de bataille, lors des grèves, au sein des prisons. C'est qu'ils sont du langage d'un adversaire redoutable, l'ennemi de l'humanité qui, depuis deux siècles, manie magistralement la peur, la force et la propagande. Ce parasite mortel, ce vampire social, c'est le capitalisme !

Nous ne sommes pas cette « communauté de destin », fière de son « identité », pleine de mythes nationaux, qui n'a pas su résister à l'histoire sociale. **Nous ne sommes pas français.**

Nous ne sommes pas cette masse faite de « petites gens » prête à s'allier avec ses maîtres pourvu qu'elle soit « bien gouvernée ». **Nous ne sommes pas le peuple.**

Nous ne sommes pas cet agrégat d'individus qui ne doivent leur existence que par la reconnaissance de l'État et pour sa perpétuation. **Nous ne sommes pas des citoyens.**

Nous sommes ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail pour survivre, ceux dont la bourgeoisie tire son profit en les dominant et en les exploitant. Nous sommes ceux que le capital, dans sa stratégie de survie, piétine, sacrifie, condamne. Nous sommes cette force collective qui va abolir toutes les classes sociales. **Nous sommes le prolétariat.**

Conscients de nos intérêts historiques, nous avertissons que :

- **Le mouvement des gilets jaunes sera vaincu s'il s'obstine à croire que les intérêts des travailleurs sont conciliables avec ceux des patrons.** Cette illusion produit d'ores et déjà des dégâts car Macron se sert d'elle afin de retourner la contestation contre les exploités. Les pauvres capitalistes – dépeints opportunément sous les traits des capitalistes pauvres : les petits entrepreneurs, artisans et autres autoentrepreneurs – victimes des « charges » sociales, partageraient le même sort que leurs employés. Il faudrait donc globalement les épargner et se borner à demander l'aumône aux plus gros d'entre eux. Cela permet au Pouvoir de nous injurier tout en feignant de répondre aux revendications. La prétendue hausse du SMIC ne sera payée que par les salariés. L'annulation de la hausse de la CSG masque le maintien de la réduction des pensions de retraites des plus pauvres.

- À partir de cette approche biaisée, une fraction des gilets jaunes affirme qu'un État moins dispendieux permettrait d'alléger la charge fiscale qui écrase les entreprises ; l'activité serait ainsi relancée et chacun y trouverait son compte... Cela est un mauvais conte de fée. Car ce n'est pas l'État qui étouffe les petits capitalistes mais d'abord la loi de la concurrence qui les fait exister et grâce à laquelle ils peuvent prendre des parts de marché, c'est-à-dire se développer. Le problème social étant ainsi mal posé par le mouvement de sorte que « l'État mal gouverné » est ciblé en lieu et place du système capitaliste, le programme gouvernemental de démantèlement de « l'État social », au nom de « l'optimisation de l'action publique », s'en trouve consolidé. Les politiques de prédation sociale qui consistent à supprimer la redistribution des riches aux pauvres, jusque là effectuée par le biais de la sécurité sociale et des services publics, sont ironiquement confortées. De même, les mesures de réduction du salaire global, en comprimant le salaire différé (retraite, allocations chômage...) sont dès lors justifiées. **On donne le bâton pour se faire battre.**

• Dans cette optique, qui fait la part belle à l'équilibre économique pourvu qu'il soit bien géré, ce qu'il y a de mauvais dans l'économie ne peut être apporté que de l'extérieur : l'État fiscal, l'Union européenne, la « Finance » « cosmopolite » (et derrière sont parfois désignés les « juifs » et les « illuminatis »), les immigrés. La mécompréhension ou le refus d'admettre cette criante vérité que c'est le capitalisme – comme système de production de la richesse à partir de l'exploitation du travail humain – qui est en crise, ouvre grand la porte aux formes réactionnaires de sauvegarde de l'ordre en place. **Dix ans d'activisme d'extrême droite sur internet pèsent lourdement sur ce suicidaire état de confusion dans lequel nombre de gilets jaunes croient discerner une solution à leurs maux.**

• Parmi ces « solutions », **le Référendum d'Initiative Citoyenne**, promu depuis longtemps par la fachosphère et qui a fini par rallier les suivistes mélenchoniste, **est une fumisterie permettant d'étouffer la question sociale sous une tambouille institutionnelle.** Cet aménagement démocratique ne réglerait rien, quand bien même il serait adopté. Il étirerait juste l'élastique électoral tout en maintenant le rapport entre les classes sociales – ses conditions ainsi que ses enjeux – avec en sus la fortification du réformisme juridique, ce parent pauvre du déjà illusoire réformisme économique. Cela reviendrait à cautionner un peu plus directement l'asservissement ordinaire.

Conscients de nos tâches, nous constatons que :

• **Le mouvement des gilets jaunes s'arrête aux portes des entreprises, c'est-à-dire là où commence le règne totalitaire du patronat.** Ce phénomène résulte de différents facteurs. Retenons-en trois : 1) L'atomisation de la production, qui voit un grand nombre de salariés travailler dans des (très) petites entreprises où la proximité avec l'employeur rend très difficile la possibilité de faire grève. 2) La précarité d'une grande partie des salariés, qui détériore gravement leur capacité à assumer une conflictualité dans les boîtes. 3) L'exclusion et le chômage, qui placent en dehors de la production bon nombre de prolétaires. Une grande partie des gilets jaunes est directement concernée par au moins l'une de ces trois déterminations.

• **L'autre composante du salariat, celle qui bosse dans les grandes sociétés et qui dispose d'une meilleure sécurité de l'emploi (CDI et statut) paraît être sous cloche, sur laquelle la puissante force du mouvement se rompt comme la vague sur le rocher.** Un traitement particulier, composé d'efficiences managériales et de honteuse collaboration syndicale, est réservée à cette frange de la population travailleuse. **La bourgeoisie a bien compris que cette catégorie des travailleurs a le pouvoir de frapper la production capitaliste en son cœur, par la grève générale illimitée.** C'est pour cela qu'elle consolide la pacification en donnant des süssucres en formes de « primes de fin d'année exceptionnelles ».

Conscients de notre but, nous affirmons:

• **Nous reconnaitre dans les appels des gilets jaunes de Alès, de Commercy et de Saint Nazaire, dont le souci de refuser toute organisation hiérarchique, toute représentation, et de cibler les capitalistes, est pour nous le signe de la voie à emprunter.**

• **Vouloir briser les verrous idéologiques, managériaux et syndicaux, qui maintiennent le mouvement des gilets jaunes en dehors de la production.** Nous devons employer l'extraordinaire force doublée de détermination que ce mouvement développe pour réaliser ce que des millions d'exploités souhaitent depuis tant d'années, sans jamais y être parvenus : paralyser la production de l'intérieur, décider des grèves et de leur coordination en assemblées générales, unir toutes les catégories de salariés, dans une même optique de renversement du système capitaliste et de réappropriation de l'appareil de production. Mettons fin à l'oppression hiérarchique, capitaliste et étatique.

• Vouloir discuter dès maintenant de la grève, de son déclenchement, de son extension, de sa coordination. Contactez-nous, Rejoignez-nous !

gilets-jaunes-revolutionnaires@protonmail.com